



HAL
open science

Quels liens entre le développement du tourisme culturel et l'évolution du paysage en centre historique? Le cas de la rue Al-Qeimarieh (Damas, Syrie)

Eugénie Crété

► To cite this version:

Eugénie Crété. Quels liens entre le développement du tourisme culturel et l'évolution du paysage en centre historique? Le cas de la rue Al-Qeimarieh (Damas, Syrie). Boualem Kadri et Djamel Benhacine. La mise en tourisme des territoires dans le monde arabe, L'Harmattan, 2016, Comprendre le Moyen-Orient, 978-2-343-10396-9. hal-01872805

HAL Id: hal-01872805

<https://hal.science/hal-01872805>

Submitted on 12 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 12

Quels liens entre le développement du tourisme culturel et l'évolution du paysage en centre historique ? Le cas de la rue Al-Qeimarieh (Damas, Syrie)

Eugénie Créte

La conservation des centres-villes historiques est au cœur de nombreux enjeux identitaires et idéologiques (Choay, 1992 : 9 ; Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003 : 310). Issus de la rencontre de différentes cultures constructives, ces espaces sont la transcription spatiale d'organisations sociales, politiques et religieuses. Ils font écho à des façons de vivre, d'habiter, de communiquer et d'éduquer. Les différents acteurs qui s'y réfèrent – habitants et usagers réguliers, institutions nationales et internationales, touristes – soutiennent des modalités de valorisation de ces lieux souvent incompatibles. Cela est entre autres attribuable au fait qu'ils accordent des valeurs très éloignées aux différents processus sociaux qui continuent de façonner l'espace. Parmi ceux-ci, le tourisme culturel est particulièrement critiqué. Alors que ceux qui le pratiquent ont pour motivation principale la découverte du patrimoine et des cultures locales, son développement est souvent jugé – dans la vision populaire comme dans les recherches universitaires sur le sujet – comme un événement étranger perturbateur, voire destructeur de ces cultures locales, et ce, spécialement lorsqu'il est pratiqué par des Occidentaux (Doquet, 2010 : n.p.). Rendue toute puissante par les retombées économiques qu'elle induit, cette forme de tourisme serait subie par des locaux relégués au statut de « réacteurs » (Jean Michaux, cité par Doquet, *ibid.*). Notre article va à l'encontre de ces idées reçues. En effet, à l'instar de Guy Di Méo (2007 : n.p.), nous pensons que la capacité d'action des nationaux ne doit pas être sous-estimée, tout comme les liens entre le développement local d'un tourisme culturel, la création par une société de son patrimoine et les changements sociaux et politiques qu'elle connaît.

Notre étude vise ainsi à éclairer la façon dont différents acteurs locaux et internationaux utilisent le développement du tourisme culturel occidental

pour influencer sur l'évolution du paysage au sein des quartiers historiques. Celle-ci est appréhendée par le biais de l'évolution architecturale des espaces qui y sont bâtis, celle des modalités d'usage des lieux et celle de la catégorie socioculturelle des habitants.

Nous nous appuyons sur l'étude de la rue Al-Qeimarieh, rue commerçante et touristique du vieux Damas intra-muros. Relativement large, cet axe permet de traverser la vieille ville et est très fréquenté par les habitants comme par les usagers temporaires. Les recherches dont est issu ce travail ont été réalisées en 2011, c'est-à-dire juste avant le soulèvement populaire et l'enclenchement de la guerre que connaît la Syrie présentement. À cette époque, l'état de conservation du centre historique de Damas était lourdement affecté par l'abandon de logements, l'augmentation de la proportion de populations pauvres, la détérioration des infrastructures et un manque d'entretien généralisé. On constatait toutefois que depuis la fin des années 1990 de très nombreux restaurants et hôtels avaient ouvert dans des maisons traditionnelles réhabilitées.

Une gentrification de consommation et un développement du tourisme occidental liés à la redécouverte des maisons à cour

Une première patrimonialisation des maisons traditionnelles commence dans les années 1980. Le phénomène est alors restreint à une élite intellectuelle et artistique. Il ne concerne que certains éléments architecturaux (cour intérieure, iwan¹, fontaine, décor de pierres sculptées ou incrustées, boiseries...), figures évocatrices d'un passé commun, réel ou fantasmé, sans qu'il y ait eu de valorisation du mode de vie qui leur était associé ni de conservation de leur fonction résidentielle (Watenpaugh, 2007 : 217).

Ce n'est que dans les années 2000 que le phénomène prend véritablement de l'ampleur. Ce regain d'intérêt pour les maisons traditionnelles à cour se diffuse de l'élite précédemment citée aux classes dirigeantes, puis populaires. Il se traduit entre autres par une très forte augmentation de la fréquentation de la vieille ville par les habitants de la ville nouvelle. Si ces derniers se rendent dans le vieux centre, c'est d'abord dans le but de consommer. Ce mouvement aboutit ainsi à l'ouverture de plus d'une centaine de restaurants en une dizaine d'années. Cela est apparu tout d'abord comme une occasion intéressante d'assurer la conservation et la vitalité économique du centre historique. Mais ce fut ensuite plus fréquemment considéré comme une atteinte à l'équilibre socioéconomique de la vieille ville, voire au patrimoine

¹ Espace de vie fermé sur trois côtés et ouvert sur la cour intérieure.

architectural lui-même (Arkawi², 2011 : communications personnelles). Ce mouvement avait entraîné une hausse importante du foncier au cours des années 2000 (Tarraf, 2008 : n.p.).

Parmi les nombreux chantiers menés depuis le début des années 1980, on ne note que quelques exemples de réhabilitations résidentielles correspondant à une occupation « ostentatoire » (Bourdin, 1984 : 124) : rares intellectuels ayant déménagé dans la vieille ville pour habiter dans une maison traditionnelle ou riches Damascènes ayant acquis une maison par prestige et en tant que résidence secondaire (Totah, 2014 : 146-149). Aussi, malgré la patrimonialisation des lieux et les changements de fréquentation au sein de la vieille ville, aucune gentrification résidentielle ne s'était réellement amorcée. Cela peut entre autres s'expliquer par l'absence de soutien des pouvoirs publics. On pense en particulier à la réglementation des loyers qui avait cours jusqu'en 2004, au statut foncier précaire de nombreuses parcelles, au manque de développement d'équipements publics en soutien à la venue de classes moyennes ou supérieures, ainsi qu'à la mauvaise qualité des réseaux et aux difficultés d'usage de la voiture dans la vieille ville (Wilson, 2004 : n.p. ; Totah, 2014 : 5, 133).

Cette nouvelle fréquentation du centre historique intra-muros par les Damascènes a fortement contribué à l'extension géographique du tourisme occidental. Celui-ci se limitait, jusqu'à la fin des années 1990, aux souks historiques et à quelques monuments à proximité, dans la partie ouest de la vieille ville. Or, les restaurants ouverts dans des cadres traditionnels et qui attiraient les habitants de la ville nouvelle étaient devenus en 2011 une attraction touristique majeure. Les hôtels constituent un marqueur intéressant de l'espace touristique, et il est relativement aisé d'identifier à quel type de touristes ils s'adressent. Leur nombre au sein de la vieille ville avait considérablement augmenté entre 2008, où cinq hôtels avaient été ouverts, et 2011, où l'on en comptait plus de 20 en service et au moins autant en chantier (Zabita³, 2011 : communications personnelles). La plupart s'adressaient à des touristes fortunés. Parallèlement au développement de ces établissements, qui demandent un fort investissement initial, la location de chambres pour quelques mois à des étudiants occidentaux, au pouvoir d'achat relativement élevé et moins « regardants » sur le confort, s'était fortement développée.

Une distinction assez nette pouvait être identifiée dans la façon de pratiquer la vieille ville entre les touristes occidentaux qui venaient dans le cadre de voyages organisés et ceux qui rendaient visite à des connaissances expa-

² Abir Arkawi, responsable de la mise en place des circuits touristiques pour le MAM, entrevue réalisée à Damas le 26 avril 2011.

³ Naim Zabita, chef de projet MAM du Bureau de la Vieille Ville, entrevue à Damas le 30 mars 2011.

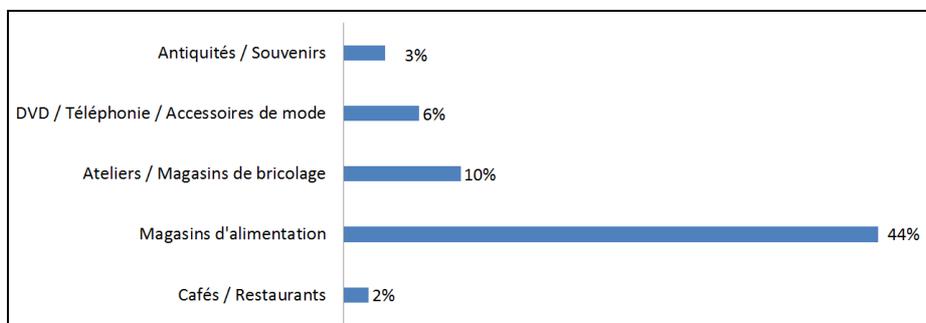
triées : les premiers s'aventuraient très peu en dehors des circuits prédéfinis par leur guide, c'est-à-dire de la zone traditionnellement touristique, alors que les seconds avaient au contraire tendance à fréquenter les mêmes espaces que leurs hôtes, l'ensemble de la vieille ville. Alors que les habitants de la ville nouvelle utilisaient les principaux axes de la vieille ville pour s'y déplacer, certains touristes occidentaux déambulaient, par choix ou par erreur, dans les ruelles de quartiers traditionnellement peu fréquentés par des personnes n'y habitant pas.

Les évolutions du paysage de la rue Al-Qeimarieh

La gentrification de consommation et le développement du tourisme qui se sont développés dans la vieille ville de Damas au cours des années 2000 ont entraîné des mutations fortes au niveau du nombre et du type de commerces dans ces espaces, en particulier au sein de la rue Al-Qeimarieh, comme nous allons le voir à présent.

Jusqu'à la fin des années 1990, la rue Al-Qeimarieh abritait de nombreux ateliers de travail du bois ainsi que des commerces de proximité (épiceries, boucheries, teintureries et barbiers) (Arkawi, 2011 : communications personnelles). L'étude de la rue An-Nasser à Naplouse peut nous aider à comprendre quels devaient être les commerces abrités par la rue Al-Qeimarieh avant le renouveau décrit plus haut, et leur type de devanture, car ces deux voies présentent de nombreuses similitudes : il s'agit d'axes rectilignes relativement larges qui permettent de traverser la vieille ville, en dehors des zones de souks, très fréquentées par les habitants comme par les usagers temporaires. Distantes de moins de 200 kilomètres, Damas et Naplouse ont été pendant plusieurs siècles sous la coupe d'une même autorité, celle de l'Empire ottoman de 1516 à 1918. Elles ont développé des échanges commerciaux et culturels très importants et ont abrité des modes de vivre et d'habiter si proches que Naplouse fut surnommée « La petite Damas ». Mais, au cours des dernières décennies, les deux villes se sont développées dans des contextes politiques différents, ce qui a eu des conséquences fortes sur l'évolution du paysage urbain de leur centre historique. Plus spécifiquement, aucun mouvement de développement touristique ni de gentrification ne s'est amorcé à Naplouse. Dans la rue An-Nasser, les magasins alimentaires constituent près de la moitié des commerces, suivis en deuxième position par les ateliers et les magasins d'ameublement et de bricolage (figure 1).

Figure 1 : Principaux types de commerces dans la rue An-Nasser à Naplouse



Source : Données issues des recherches de terrain, Eugénie Crété, 2014.

À Damas, le café Nofara, établissement très populaire ouvert depuis plus de 200 ans, a commencé à être mentionné dans les guides touristiques au cours des années 2000. Il constituait en 2011 une véritable porte d'entrée du tourisme occidental dans la rue Al-Qeimarieh. Selon plusieurs commerçants du quartier, les magasins d'artisanat et d'objets orientaux qui entouraient ce café étaient, il y a plus de quinze ans, fréquentés essentiellement par des experts occidentaux. Mais la diminution du nombre d'objets susceptibles de répondre à leurs demandes sur le marché aurait obligé ces commerçants à s'adapter. Ils s'adressaient plutôt, en 2011, à des touristes possédant peu de connaissances en artisanat. Ceux-ci étaient prêts à acheter, mais à coût moindre, cause et conséquence de la baisse globale de qualité des produits vendus. Le nombre de touristes augmentant, plusieurs échoppes ont ouvert pour répondre à cette nouvelle demande, tout particulièrement dans la moitié ouest de la rue (la plus proche de la mosquée des Ommeyyades). Ils y représentaient en 2011 près de 50 % des commerces (figure 6). Leurs produits étaient soigneusement mis en scène en utilisant des décorations considérées comme typiques.

Cette diffusion des magasins d'artisanat et d'objets orientaux depuis l'ouest de la vieille ville était toutefois contrée par une autre dynamique, fortement liée au réinvestissement populaire centré sur l'est de la vieille ville, décrit en première partie de notre exposé. Ce mouvement s'est en effet traduit par l'ouverture de nombreux restaurants (au moins 80, dont la moitié à proximité immédiate de la rue Al-Qeimarieh), mais aussi de magasins d'accessoires de mode ou de téléphonie mobile. Ceux-ci représentaient 40 % des commerces de la section est de la rue en 2011 (figure 6).

Or ces commerces ont un impact visuel fort sur le paysage urbain ; les étalages occupent une part importante de l'espace public, les enseignes sont de taille imposante et de couleurs vives (figure 5). Certains magasins ont même recours à un éclairage coloré spécifique. Il est intéressant de comparer

ces enseignes à celles que l'on peut voir encore de nos jours dans la rue An-Nasser à Naplouse. Celles-ci sont pour la plupart anciennes et écrites exclusivement en arabe (figure 2). On y note également peu de mise en scène des produits vendus et de valorisation du cadre historique, comme le montre l'exemple de cette maison à cour traditionnelle utilisée comme entrepôt (figure 3).

Figure 2 : Commerces et enseignes de la rue An-Nasser à Naplouse



Photos : Eugénie Crété, 2014.

Figure 3 : Entrepôt dans une maison traditionnelle à cour à Naplouse



Photo : Eugénie Crété, 2014.

Figure 4 : Commerce de la rue Al-Qeimarieh à Damas



Photo : Eugénie Crété, 2011.

Figure 5 : Casse-croûte et magasin d'accessoires de mode de la rue Al-Qeimarieh



Photos : Eugénie Crété, 2011.

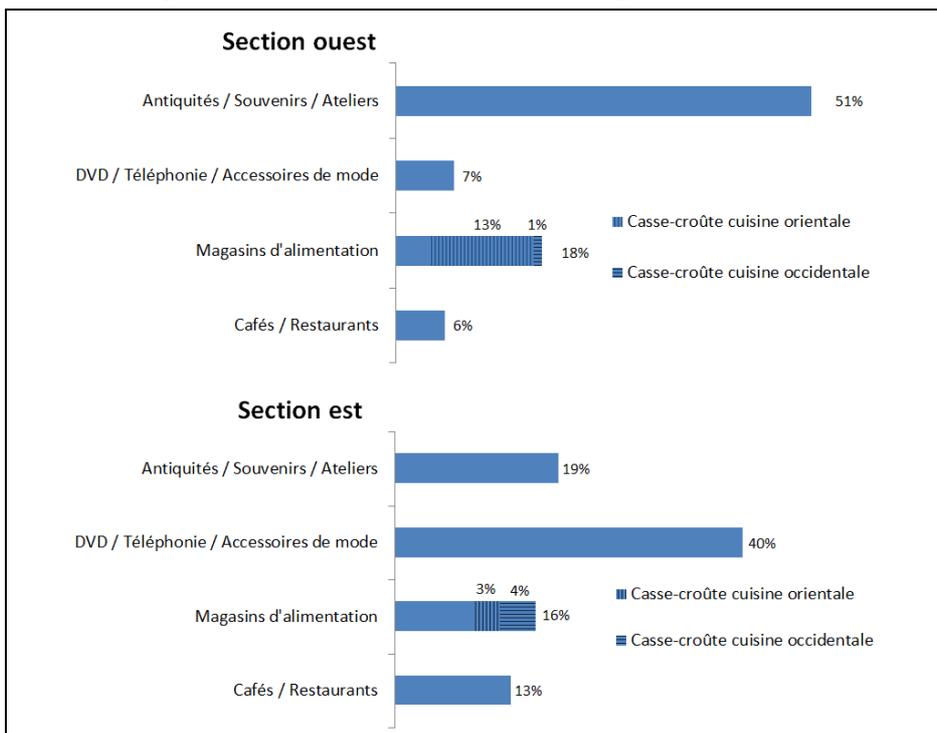
Parallèlement à ces boutiques, la rue a connu l'ouverture de nombreux casse-croûte et restaurants « rapides » : 41 établissements dénombrés dans la rue ou à proximité immédiate, dont quatre ayant ouvert entre mars et mai 2011. Nous avons observé trois types de mise en scène. Les deux premiers étaient situés plutôt dans la moitié ouest de la rue : quelques casse-croûte et fours à pain anciens, n'ayant pas recours à des marqueurs extérieurs, ainsi que des établissements récents servant de la cuisine orientale. Le troisième type de commerce d'alimentation, concentré dans la moitié est de la rue, était caractérisé par une occidentalisation des enseignes et des produits vendus. Ces derniers étaient de plus repérables grâce à de grands panneaux attractifs et distinctifs, aux couleurs vives et bénéficiant d'un éclairage spécifique (figure 5).

De nombreux restaurants et les hôtels de ce quartier jouaient quant à eux la carte d'une « orientalisation » des décors. On a pu assister, au cours des années 1990 et 2000, au développement d'un vocabulaire architectural très largement utilisé, assemblage de « figure[s] évocatrice[s] » ouvrant « la porte de l'imaginaire » (Emelianoff et Carballo, 2002 : 51) : cour intérieure, iwan, fontaine, décor de pierres sculptées ou incrustées, boiseries... Les techniques et les matériaux traditionnels n'étaient par ailleurs pas souvent respectés. La fidélité à l'histoire de la maison et la qualité de la restauration avaient peu de poids face à l'esthétique globale de la cour, élément central de ces reconstitutions. Comme ces établissements ouvraient majoritairement dans des maisons traditionnelles, aux façades sobres et très peu ouvertes sur l'espace public, ils avaient recours à différents marqueurs extérieurs : éclair-

rages spécifiques, parements en pierre ou peinture aux teintes légèrement différentes des enduits traditionnels, photographies des espaces intérieurs accrochées en façade.

Ces modalités de rénovation des maisons traditionnelles sont imputables à un mouvement d’auto-orientalisme, avec la recreation d’une culture populaire dépolitisée et aseptisée par les Damascènes eux-mêmes (Totah, 2014 : 22), mouvement qu’elles alimentent. Les goûts – réels ou imaginés – des touristes occidentaux n’ont probablement eu qu’une faible influence sur elles, y compris dans le cas des hôtels. Bien souvent la mauvaise qualité des restaurations ne peut pas être attribuée à l’activité commerciale de l’établissement ou à un manque de moyens financiers – puisque parfois des éléments sont ajoutés pour faire *plus vrai que vrai* –, mais à la perte des savoir-faire et à un manque d’intérêt des investisseurs (David, 2014 :410 ; Grandin, 2014 : 510-515).

Figure 6 : Relevé des commerces de la rue Al-Qeimarieh à Damas



Source : Données issues des recherches de terrain de l’auteur, 2014.

Les graphes de la figure 6 représentent les types de commerces en fonction de leur localisation au sein de la rue Al-Qeimarieh. Ils confirment la

forte corrélation entre leur emplacement et leur évolution, que ce soit au niveau des produits vendus ou celui de leur mise en scène.

Par ailleurs, la classe sociale des habitants influe sur la perception que l'on a du paysage de la rue. Or le réinvestissement de la vieille ville par les habitants de la nouvelle ville et dans une moindre mesure l'extension du territoire pratiqué par les touristes occidentaux ont eu une influence sur l'évolution sociale des quartiers historiques. Premièrement, parce que ces nouvelles fréquentations dans les zones traditionnellement résidentielles ont pu avoir un rôle catalyseur dans le départ de familles pour lesquelles le caractère semi-privé de ces espaces publics était important (Bosredon, 2014 : 439). Deuxièmement, parce que les nouveaux potentiels des maisons traditionnelles ont alimenté l'augmentation du foncier (Atassi⁴, 2011 : communications personnelles et Totah, 2014 : 196). Troisièmement, parce que ces visiteurs possédaient un pouvoir d'achat suffisant pour influencer sur le développement commercial du quartier, et notamment l'augmentation des prix et la disparition de commerces de proximité. Concernant ces trois premiers points, la comparaison des volumes de transactions et de visiteurs amènent à penser que l'influence du réinvestissement du centre historique par les Damasènes a été beaucoup plus forte sur les évolutions sociales que ne l'a été celle du développement du tourisme occidental. Un quatrième point concerne la fréquentation des bars, établissements peu nombreux mais qui participaient à la création d'une vie nocturne dans les espaces publics : les touristes et les différents expatriés occidentaux constituaient une part importante de leur clientèle. Il ressort enfin de différentes conversations que nous avons eues avec des étudiants syriens que, pour certains d'entre eux, les étudiants occidentaux jouaient aussi un rôle dans leur réappropriation de ces espaces : comme prescripteurs de patrimoine, comme marqueurs d'espaces de divertissement et comme portes d'un imaginaire. Ces deux derniers points montrent que la présence des touristes et des expatriés occidentaux était non seulement le résultat du réinvestissement de la vieille ville par les habitants de la ville nouvelle, mais qu'elle alimentait ce processus.

Ainsi, l'étude du paysage urbain historique de la rue Al-Qeimarieh met en évidence l'impact visuel fort des dynamiques de patrimonialisation, de gentrification commerciale et de développement du tourisme culturel. Ces évolutions sont souvent liées à des initiatives commerciales privées. Mais cela ne doit pas occulter le fait qu'elles sont encouragées ou freinées par différents acteurs et qu'elles s'inscrivent dans un mouvement global. Nous allons maintenant voir différents exemples d'utilisation des liens entre ces dynamiques par les pouvoirs publics, des institutions nationales et interna-

⁴ Sarab Atassi, chercheuse à l'Institut français du Proche-Orient, entrevue réalisée à Damas le 8 avril 2011.

tionales et la société civile, pour tenter de créer un centre historique conforme à leurs aspirations.

Le développement d'un tourisme culturel comme soutien à un discours patrimonial et outil d'intervention sur le paysage urbain historique

La valorisation touristique d'un lieu permet la mise en avant d'une représentation sélectionnée de l'espace. Cela se fait en particulier par le biais d'une patrimonialisation par désignation des éléments historiques et architecturaux la soutenant et une exclusion de ceux discordants (Di Méo, 2007 : n.p.). Les cartes et les dépliants distribués, les circuits touristiques promus, les panneaux accrochés dans l'espace public, tous permettent de désigner les lieux dignes d'intérêt, de les mettre en scène et d'officialiser un nom d'usage. N'oublions pas que ce nom renvoie à un passé et à une mémoire spécifiques du lieu. Le tourisme est donc souvent utilisé comme un moyen d'entériner le discours sélectionné, en excluant les autres patrimoines et discours.

Les discours mythiques qui se rencontrent le plus fréquemment dans les documents touristiques sont celui de Damas, plus vieille ville continuellement habitée, et celui de Damas capitale arabe, embellie par de nombreuses populations qui ont en commun leur arabité, jusqu'au Ommeyyades, encensés pour leur rôle dans le dessin et l'amélioration de la ville. Les épisodes historiques postérieurs aux Ommeyyades sont bien moins mis en avant⁵. Il est intéressant à ce sujet d'étudier les itinéraires touristiques qui ont été mis en place par le projet Municipal Administration Modernization (MAM), projet porté par plusieurs institutions syriennes et financé par l'Union européenne, entre 2007 et 2012. Les circuits touristiques mis en place dans ce cadre insistent sur quatre facettes de la ville. On les découvre à travers quatre itinéraires thématiques : l'itinéraire spirituel, l'itinéraire des souks traditionnels, l'itinéraire classique et l'itinéraire des métiers de l'artisanat. Chacun de ces itinéraires compte une vingtaine d'étapes identifiées par des pancartes spécifiques dans l'espace public.

Une première exclusion du discours patrimonial officiel sur Damas concerne les quartiers historiques extra-muros. La vieille ville est souvent décrite comme étant limitée à la zone intra-muros, et les circuits mis en place par le MAM s'y sont restreints. Les plans touristiques ne contiennent que très peu d'informations sur les quartiers historiques hors les murs. Cette exclusion permet entre autres de minimiser les destructions massives dont ces

⁵ Par exemple le texte accompagnant la carte publiée par le ministère du Tourisme en 2008.

espaces ont été victimes. En particulier, le tissu bâti du quartier de Sarouja, qui fut du XIV^e au XIX^e siècle une zone résidentielle aristocratique, a été mis à mal avec le percement de l'avenue de la Révolution. Le développement d'un tourisme culturel y a été utilisé par l'association des Amis du Vieux Damas comme argument pour mobiliser la population et les pouvoirs publics en faveur de ce patrimoine qu'ils considéraient comme menacé. Cette association regroupait de nombreux membres de l'élite artistique et intellectuelle damascène, qui avaient porté le premier mouvement de patrimonialisation de la vieille ville. L'obtention du soutien du ministère du Tourisme a d'ailleurs été décisive pour la classification du quartier comme secteur sauvegardé en 2003 (Fournier, 2009 : 30).

Les arguments de mise en valeur et de gestion des flux (entre autres touristiques) ont été régulièrement utilisés pour justifier le dégagement des abords de monuments, souvent au détriment du patrimoine vernaculaire. Ils ont été en particulier utilisés pour justifier la destruction des constructions extra-muros qui s'adossaient aux murs de la vieille ville. C'était encore le cas en 2009 avec le projet d'élargissement de la rue du Roi Fayçal qui longe cette limite. Il est intéressant à ce sujet d'observer l'opposition entre les arguments des partisans et ceux des opposants à ce projet, qui sont des deux côtés d'ordre touristique. Les premiers jugeaient cette rue trop étroite pour accueillir les nombreux autocars de touristes religieux iraniens qui y circulaient. Cette rue donnait en effet accès à la mosquée Sayyeda Ruqaia, haut lieu de pèlerinage chiite. Parmi les seconds se trouvait l'association Heart of Damascus, qui mettait en avant l'existence d'un « tourisme intelligent » dans ce quartier pour assurer sa protection (Matte, 2008 : n.p.).

Une deuxième exclusion concerne le patrimoine juif de la ville. Les documents touristiques officiels ne mentionnent aucune synagogue. Il y en a pourtant au moins neuf dans la vieille ville de Damas, dont certaines remontent au XVI^e siècle. Aucune n'est mentionnée en particulier dans l'itinéraire spirituel mis en place par le MAM, qui contient par contre une quinzaine d'églises. La communauté juive de Damas comptait encore au-delà de 10 000 personnes au cours de la Seconde Guerre mondiale, dont certaines familles très puissantes qui possédaient de majestueuses maisons dans la vieille ville. Les deux qui sont présentées dans les itinéraires du MAM sont décrites sans mention de la religion des anciens propriétaires. Dans certains cas, les références au passé juif des maisons ont en effet été retirées ou cachées⁶. Par ailleurs, le quartier de Jobar, qui se situe à deux kilomètres au nord-est des murs de la vieille ville, a abrité une communauté juive importante au XV^e siècle. La synagogue de ce quartier a été décrite comme bâti-

⁶ En particulier dans le Dahdah Palace, <http://www.farhi.org/Documents/Farhi_Houses.htm> (consulté le 10 octobre 2014).

ment historique et religieux majeur uniquement après que sa destruction a été instrumentalisée par le gouvernement syrien et les membres de l'opposition, en 2013 puis en 2014.

Le tourisme est donc utilisé comme vecteur d'un discours. Il va selon la même logique être utilisé pour soutenir les commerces qui s'inscrivent dans la représentation de l'espace souhaitée. Nous avons vu en effet leur importance dans la perception de l'espace public : d'une part, par leurs devantures, d'autre part, par le type de fréquentation qu'ils drainent. Mais revenons au cas de la rue Al-Qeimarieh pour illustrer ce phénomène. Dans le plan de gestion de la vieille ville, cette rue est définie comme un axe « touristique et de soutien à l'artisanat traditionnel ». C'est entre autres dans la perspective de ce soutien que le MAM a élaboré plusieurs circuits thématiques à destination des touristes (arabes et occidentaux) : il s'agit de « [mettre] en contact artisans et clients potentiels » ; « nul doute que la création de cet itinéraire participera à [la] pérennité [des ateliers] ». La rue est présentée comme étant un passage obligé pour qui veut découvrir l'artisanat traditionnel, avec neuf des 24 artisans qui s'y situent. Elle est aussi présentée comme un des « souks traditionnels » de la vieille ville, qui « offrent un large choix d'articles de l'artisanat oriental ». La description de la rue insiste sur le passé artisanal du quartier et met en valeur les quelques ateliers qui subsistaient en 2011⁷. L'ouverture de commerces modernes, de restaurants et de casse-croûte est par contre à peine mentionnée, alors que nous avons vu la force de leur présence, tant par leur nombre que leur impact visuel. Cette mise en scène tend à faciliter un investissement de l'espace par les touristes occidentaux en quête d'objets et de lieux « authentiques », à la mise en scène orientalisante, clients potentiels de certains ateliers d'artisanat que le MAM cherche à maintenir – voire introduire – dans la rue. Leur position s'inscrit en continuité de la première patrimonialisation qu'a connue la vieille ville, traduisant le désir des élites intellectuelles syriennes à la recherche d'une « authenticité » incarnée dans ce cas par l'artisanat traditionnel (Arkawi, 2011 : communications personnelles). Cette représentation du quartier s'oppose partiellement à celle d'un espace de divertissement soutenue par le Maktab Anbar, qui délivre les autorisations d'ouverture des restaurants et des casse-croûte, et qui les soutient au nom d'une conservation de ces espaces historiques grâce à la réappropriation populaire et au développement du tourisme qui en découle (Zabita, 2011 : communications personnelles).

Le développement du tourisme est généralement lié aux politiques publiques de soutien à une gentrification résidentielle (Smith, 2003 : 69), ce qui n'était cependant pas le cas à Damas. Plusieurs raisons d'ordre politique

⁷ Extraits des textes accompagnant les itinéraires des métiers de l'artisanat et des souks traditionnels. Cette position a été confirmé par Abir Arkawi, responsable du projet (2011 : communications personnelles).

peuvent l'expliquer. D'une part, une gentrification ne peut s'amorcer sans régularisation du foncier, et un maintien des habitants dans l'illégalité est un moyen de mieux les contrôler (Balanche, 2009 : 10). D'autre part, une gentrification peut participer au rétablissement du quartier comme unité de vie sociale et échelon politique fort, et au développement d'associations locales (Bidou-Zachariasen et Poltorak, 2008 : 115). Or, les travaux de Matthieu Rey (2013 : 87) montrent l'importance de l'échelle du quartier dans le développement de la révolution syrienne, et en particulier des associations qui ont vu le jour dans les années 2000, dans l'organisation et la promotion de la contestation. Dans ce contexte, l'ouverture d'hôtels et la location de chambres à des étudiants occidentaux⁸, et plus généralement le développement du tourisme culturel occidental, ont peut-être été identifiés par les pouvoirs publics comme des moyens de conserver et de rentabiliser les maisons de la vieille ville sans pour autant s'appuyer sur une dynamique de gentrification résidentielle.

Un dernier point mérite d'être souligné quant à l'utilisation de l'argument touristique pour intervenir sur le paysage urbain. Il concerne les travaux d'embellissement de certains espaces publics qui ont été menés par le Bureau de la vieille ville. En particulier, la recréation de façades de magasins dans un style d'inspiration ottomane avait été commencée à l'extrémité est de la rue Al-Qeimarieh (figure 6). Ces choix esthétiques étaient fortement critiqués par certains membres de l'élite damascène qui soutenaient une « authenticité » dans la continuité du mouvement de patrimonialisation enclenché dans les années 1980 (Arkawi, 2011 : communications personnelles). La piétonisation d'une partie du centre historique devait aussi être réalisée en 2011. Les habitants reliaient ces initiatives directement à une volonté de développer le tourisme (Mezannar⁹, 2011 : communications personnelles). Selon le responsable du Bureau de la vieille ville, il s'agissait plus généralement de soutenir l'évolution de cet espace comme quartier de divertissement, pour tous (Zabita, 2011 : communications personnelles).

Conclusion

Notre étude illustre les liens forts qui existent entre le développement d'un tourisme culturel et les différents mouvements de patrimonialisation issus de la société civile et soutenus par des acteurs nationaux et internationaux variés. Ces patrimonialisations résultent elles de la combinaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels de nouvelles exigences des sociétés en matière de

⁸ En particulier, la courte durée de séjours des étudiants favorisait une hausse importante du prix des loyers qui leur était demandé, bien supérieur à ce que payaient les nationaux.

⁹ Tony Mezannar, propriétaire d'hôtels, entrevue réalisée à Damas le 21 avril 2011.

cadre de vie et de rapport à la mémoire et la possibilité pour certaines catégories sociales de se recréer une identité commune et de partager des espaces de sociabilité distinctifs (Volait, 1999 : 48).

Cela confirme la nécessité de se détacher d'une « théorie de l'impact » (Doquet, 2010 : n.p.) d'un tourisme subi par des locaux passifs ou impuissants, au mieux créatifs dans la façon de s'y adapter, pour analyser cet objet. Les différents exemples présentés montrent en effet la façon dont divers acteurs étatiques ou issus de la société civile utilisent le développement du tourisme culturel occidental pour entériner un discours patrimonial, justifier certaines modalités de restauration, soutenir des commerces s'inscrivant dans la représentation de l'espace souhaitée, et influencer ainsi sur l'architecture, la classe sociale des habitants et les usages au sein des centres historiques.

Ces utilisations soulignent par ailleurs la forte dimension politique du tourisme, que sa promotion comme facteur de développement et une réduction à ses seuls aspects économiques ont tendance à éclipser. Le développement du tourisme occidental était perçu par certains Damascènes comme un signe du succès économique et diplomatique du régime syrien, d'ouverture et de modernité (Mezannar, 2011 : communications personnelles ; et Totah, 2014 : 193). Comme le tourisme nécessite une stabilité politique, argument fortement mis en avant par le gouvernement pour son maintien au pouvoir, le développement du secteur touristique constitue aussi un moyen de s'assurer du soutien des personnes qui ont investi dans ce secteur. Après le début de la révolution syrienne, les investissements dans ce secteur ont été encouragés par les pouvoirs publics (comme signes de stabilité et du maintien de relativement bonnes conditions de sécurité), grâce notamment à l'organisation de salons thématiques, au soutien, entre autres financier, et à la création d'infrastructures touristiques. La logique de divertissement associée au tourisme a par ailleurs permis au gouvernement syrien de minimiser les violences intérieures. En 2014, le tourisme national était même utilisé pour mettre en avant la reconquête de territoires¹⁰.

L'effondrement du tourisme occidental depuis 2011 a changé profondément la fréquentation des hôtels qui lui étaient destinés. Après une période de chute des prix et de taux de remplissage très faible, il semblerait que, depuis l'été 2012, les hôtels et les maisons louées à des étudiants servent à loger les réfugiés avec un pouvoir d'achat suffisant. La hausse des prix et la baisse de pouvoir d'achat des Syriens auraient entraîné une baisse importante de la fréquentation des restaurants de la vieille ville, et les magasins de souvenirs destinés aux touristes se seraient dans l'ensemble tournés vers des

¹⁰ Tours organisés à Maaloula et au Krak des Chevaliers, <<http://www.sana.sy/fr/?p=9218>> et <http://www.huffingtonpost.com/2014/05/05/syria-tourism-homs_n_5268641.html> (consultés le 22 août 2014).

produits et des accessoires à destination des réfugiés. Le tissu urbain de la vieille ville intra-muros a jusqu'à présent été très peu endommagé par les combats, comparativement à d'autres quartiers, mais son paysage a déjà connu des changements importants. On peut se demander quels usages abritera cet espace lorsque les violences seront terminées et comment l'histoire actuelle influera sur les patrimonialisations qui ont cours. De plus, se pose la question de savoir quels seront les discours soutenus par les différents acteurs, en particulier par les organismes de financement, durant la phase de création patrimoniale intense qui accompagnera certainement la reconstruction identitaire de la société (Di Méo, 2007 : n.p.).

Enfin, il est important de replacer ce tourisme occidental au sein de l'ensemble des types de tourisme pratiqués à Damas. En particulier, le poids du tourisme religieux iranien était très fort en 2011, pas au sein de la rue Al-Qeimarieh elle-même, dont il est exclu, mais dans d'autres secteurs de la vieille ville. Cette répartition géographique des touristes, leurs modalités d'investissement et de transformation du paysage urbain, et leurs liens avec la politique extérieure de la Syrie seraient particulièrement intéressants à étudier pour mieux comprendre les interactions entre le tourisme, son utilisation par différents acteurs et les processus de construction de la ville.

Bibliographie

BALANCHE Fabrice (2009) L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État, *Revue de géographie de l'Est*, vol. 49, n° 4, pp. 10-11.

BIDOU-ZACHARIASEN Catherine et Jean-François POLTORAK (2008) Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire, *Espaces et sociétés 2008/1-2*, n° 132, pp. 107-124.

BOSREDON Pauline (2014) « La patrimonialisation de la vieille ville d'Alep entre stratégies de développement local et pratiques ordinaires », dans *Alep et ses territoires*, sous la direction de Jean-Claude David et Thierry Boissière. Beyrouth – Damas : Presses de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), pp. 419-444.

BOURDIN Alain (1984) *Le patrimoine réinventé*. Paris : Presses universitaires de France, 240 p.

CHOAY Françoise (1992) *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil, 271 p.

DAVID Jean-Claude (2014) « Valorisation du patrimoine mondial alépin. Valeur d'usage et référence identitaire, attraction touristique, vitrine du nouveau centre », dans *Alep et ses territoires*, sous la direction de Jean-Claude

David et Thierry Boissière. Beyrouth – Damas : Presses de l’Institut français du Proche-Orient (IFPO), pp. 393-417.

DI MEO Guy (2007) *Processus de patrimonialisation et construction des territoires*. Communication présentée au Colloque « Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : Connaître pour valoriser », septembre, Poitiers Châtellerauld, France : Geste éditions, pp. 87-109.

DOQUET Anne (2010) « La force de l’impact », *EspacesTemps.net*, 18 février 2010.

EMELIANOFF Cyria et Christain CARBALLO (2002) « La liquidation du patrimoine, ou la rentabilité du temps qui passe », *Annales de la recherche urbaine*, n° 92, septembre, pp. 49-56.

FOURNIER Zara (2009) *Les enjeux de la patrimonialisation dans les quartiers anciens, l’exemple du quartier de Sarouja à Damas*. Mémoire de séminaire « Sociétés, politiques et gouvernances urbaines », Institut d’études politiques de Lyon, 109 p.

GRANDIN Thierry (2014) « Les problèmes de réhabilitation privée des monuments du patrimoine alépin : Le cas des demeures traditionnelles », dans *Alep et ses territoires*, sous la direction de Jean-Claude David et Thierry Boissière. Beyrouth – Damas : Presses de l’Institut français du Proche-Orient (IFPO), pp. 481-519.

GRAVARI-BARBAS Maria et Sylvie GUICHARD-ANGUIS (dir.) (2003) *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l’aube du XXI^e siècle*. Paris : Presses universitaires de la Sorbonne, 952 p.

MATTE, Oriane (2008) *Cœur de Damas – Sauvegarde du patrimoine syrien*. Communication présentée dans le cadre du séminaire « La valorisation du patrimoine urbain en Méditerranée », organisé par l’Union internationale des associations et organismes techniques (UATI), la ville d’Arles, le réseau Alliance de villes européennes de culture (AVEC) et l’Université Paris IV – Sorbonne, Arles, 18-19 septembre.

REY Matthieu (2013) « La révolte des quartiers : Territorialisation plutôt que professionnalisation », dans *Pas de printemps pour la Syrie*, sous la direction de François Burgat et Bruno Paoli. Paris : La Découverte, pp. 84-91.

SMITH Neil (2003) « La gentrification généralisée : D’une anomalie locale à la “régénération” urbaine comme stratégie urbaine globale », dans *Retours en ville – des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, sous la direction de Catherine Bidou-Zachariasen. Paris : Descartes et Cie, pp. 45-72.

TARRAF Samar (2008) *Arab reporters for investigative journalism*, <<http://arij.net/en/expropriation-decisions-have-been-detrimental-economic-growth-and-have-impoverished-families-half>> (consulté le 31 décembre 2014).

TOTAH Faedah (2014) *Preserving the old city of Damascus*. Syracuse : Syracuse University Press, 328 p.

VOLAIT Mercédès (1999) « Colonisation, mondialisation et patrimonialisation de l'espace bâti dans les villes du monde arabe », dans *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, sous la direction de Ziad Akl et Michael F. David. Beyrouth et Tours : Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) / Centre d'études et de recherches sur l'urbanisation du monde arabe (URBAMA), pp. 29-50.

WATENPAUGH Heghnar (2007) « Knowledge, heritage, representation: The commercialization of the courtyard house in Aleppo », dans *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir, 1945-2005, Tome II : Dynamiques et enjeux*, sous la direction de Gérard Khoury et Nadine Meouchy. Paris : Geuthner, pp. 209-218.

WILSON Scott (2004) *In Damascus, the ancient is now the chic*. Washington Post Foreign Service, 26 septembre.